

## INDICATEURS DE LA MOBILISATION POTENTIELLE DES PAYSANS DU CENTRE SUD CAMEROUN DANS UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT

Alain LEPLAIDEUR\*

Extraits de la communicatin présentée au séminaire *Économie Rurale* — GERDAT 1984 —  
Le texte intégral est publié dans «*Agronomie Tropicale*» n° 4-1985

### RÉSUMÉ

*A la demande d'une Société de Développement, une enquête socio-économique sur la zone rurale forestière du Cameroun a été effectuée en 1983. Cette zone couvre 113.000 km<sup>2</sup> où habitent 1.200.000 personnes. Il s'agissait d'estimer à priori les chances de mobilisation du paysannat en face d'un projet de développement rural comportant deux axes techniques : la cacaoculture et les cultures vivrières.*

*Pour aboutir à cet objectif, l'auteur a analysé respectivement les risques alimentaires des paysans, leur budget annuel, leurs habitudes de dépense de l'argent, leurs maladies et les soins qu'ils réclament.*

*Il en tire une physionomie par département de la mobilisation paysanne en face d'un projet de développement.*

*Une présentation sous forme d'histogrammes, de graphiques et de cartes doit simplifier la compréhension des résultats et aider les développeurs à tenir compte de ces éléments dans l'élaboration de leur projet.*

Pour leurs actions dans les pays en voie de développement, les développeurs ont souvent des grandes difficultés à tenir compte des caractéristiques socio-économiques d'une population rurale.

Si certaines conditions socio-politiques expliquent en partie ces positions, la présentation parfois hermétique des résultats peut aussi avoir son influence.

Les chercheurs ne doivent-ils pas parfois franchir le pas et présenter leurs conclusions de manière simple et non caricaturale ? L'enjeu est important : ne plus donner aux concepteurs de projets l'excuse d'ignorer les contraintes, les particularités et les objectifs des paysans qui seront impliqués dans leur aire de développement.

Nous avons tenté cette expérience lors d'une enquête en milieu paysan menée en 1983 pour le compte d'une société de développement. La région concernée, le Centre et le Sud forestier camerounais touche 1.200.000 personnes vivant sur 113.000 km<sup>2</sup>.

### SUMMARY

*Upon the request of a development agency, a survey was made in 1983 on social and economic aspects in rural and forest areas of the Cameroon, occupying a total area of 113.000 km<sup>2</sup> and with a population of 1.200.000 inhabitants.*

*The aim was to estimate the potential for mobilizing farmers in the context of a rural development project implying two technical parts : cocoa cropping and food-crops.*

*In making this assessment, the author analyzed, respectively, farmers' food risk, their yearly budget figures, their money-spending patterns, the illness they catch and the type of care they need.*

*The author thus describes, for each area reviewed, what farmer mobilization can be expected in a development project context.*

*The use of histogrammes, graphs and maps is intended to make the results readily understandable and to help development officials to account for these aspects in their project-designing work.*

Il s'agissait d'estimer à priori la sensibilité du paysannat aux actions d'un projet de développement rural ayant deux axes techniques (la cacaoculture et les cultures vivrières) et un axe économique (l'augmentation du revenu paysan).

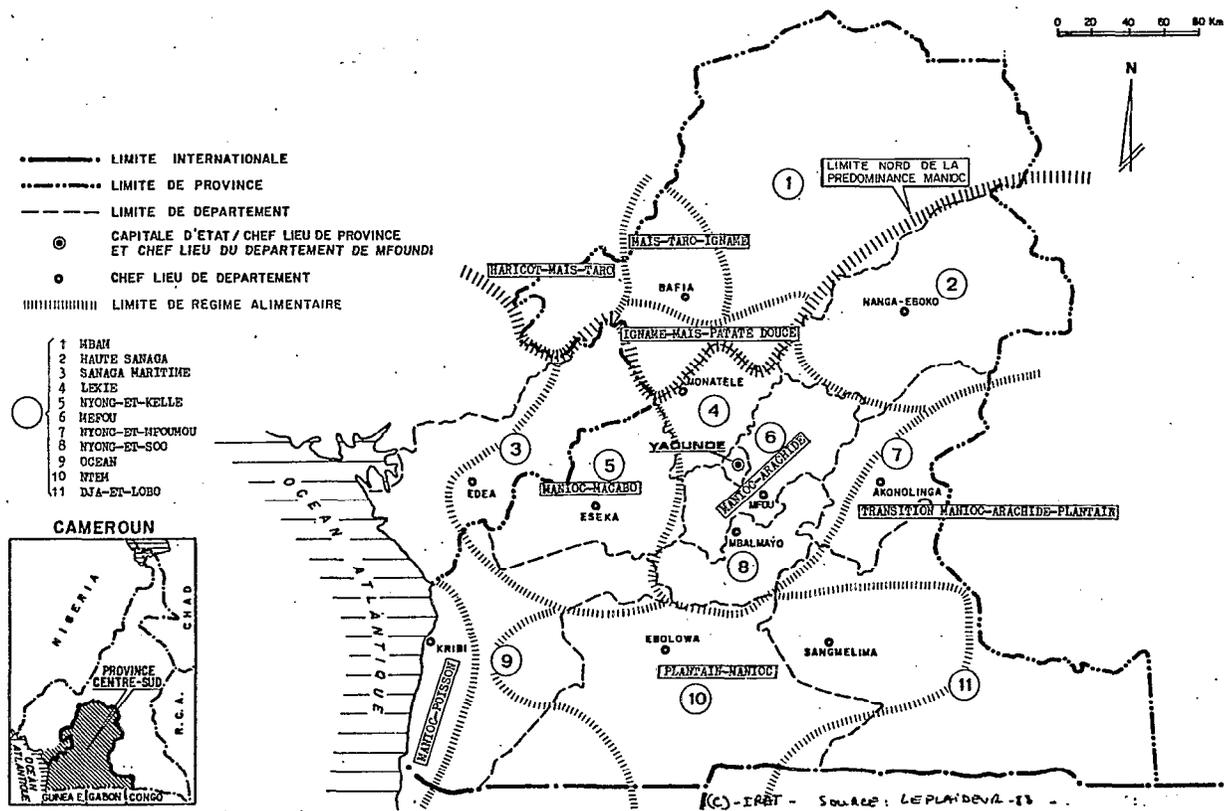
### MÉTHODES UTILISÉES

L'enquête a touché 432 unités paysannes de production (UPP), choisies sur la base d'un échantillon aréolaire dans 72 villages ruraux (sur un total de 1100 environ).

Après une première phase d'immersion dans des villages pendant 2 semaines, un questionnaire a été conçu et remanié 2 fois lors de tests de pré-enquête. Il comportait une centaine de questions qui, au moment des traitements se sont transformées en 184 variables, analysées par ordinateur.

Les résultats obtenus sur les 432 U.P.P. ont été regroupés par département (54 U.P.P. par département

\* IRAT-CIRAD - BP. 5035 — 34032 MONTPELLIER Cedex



et 8 départements concernés).

La présente communication rapporte essentiellement la partie concernant les **tendances** par département sur des indicateurs tels que les risques de malnutrition, la sensibilité à l'argent, le revenu brut annuel par U.P.P., les formes d'utilisation de l'argent.

## I — L'AUTO-ALIMENTATION ET LES RÉGIMES ALIMENTAIRES RURAUX

### 1. Les types d'aliments

Le régime alimentaire des paysans du Centre et du Sud Cameroun est surtout fondé sur les tubercules et le plantain. Le manioc est consommé en priorité par 84 % des ménages et en deuxième base alimentaire par 10 %. Loin derrière viennent en quasi concurrence le plantain et la macabo : 50 à 55 % des paysannes les placent en deuxième ou troisième aliment le plus souvent consommé. L'aire de production géographiquement limitée de l'igname ne lui assure que la quatrième place. Enfin, l'arachide ne constitue qu'un appoint périodique en juillet et novembre-décembre, bien que les quantités consommées puissent être importantes chez certaines ethnies (Ewondo).

Ce régime varie quelque peu selon les régions comme le montre la carte 1. On note notamment une limite nord de la prédominance (la non prédominance ne veut pas dire absence) du manioc au profit de l'igname ou du maïs.

Ces variantes alimentaires s'expliquent aussi par des différences écologiques : le nord de la zone est en savane arborée avec recrus forestiers, le sud est le domaine de la forêt à couvert d'autant plus dense que l'on se rapproche de l'équateur.

### 2. Les quantités quotidiennes consommées

Une enquête alimentaire réalisée par GABAIX (1966) sur la zone (hormis le Nyong-et-Kélé) permet d'évaluer les quantités consommées quotidiennement pour chaque denrée.

Cette enquête indique une consommation moyenne de tubercules de 600 g bruts par personne et par jour où la proportion de manioc est écrasante (près des 5/6). A la seconde place se situe le plantain avec près de 500 g par jour. Une personne vivant en milieu rural consomme donc environ 400 kg par an de tubercules et plantain.

D'autres aliments viennent s'ajouter à cette nourriture de base, souvent sous forme de sauces ou consommés entre les repas : 320 g par jour de feuilles fraîches, de tomates, de piments, de canne à sucre, d'arachide.

GABAIX fait aussi ressortir certaines spécificités micro-régionales. Il note par exemple la proportion importante réservée au vin de palme (414 g par jour) qui est devenu une véritable base alimentaire dans des zones comme la Lékié et Akonolinga. Dans la province du Sud (Ebolowa-Sangmélina), on consomme jusqu'à 890 g par personne et par jour de plantain ; dans le Nyong-et-Soo et la Mefou, la consommation d'arachide est beaucoup plus élevée que la moyenne générale de la zone.

### 3. La couverture alimentaire en milieu rural

#### a) La couverture calorique

GABAIX concluait que la couverture calorique des populations rurales du Centre et du Sud Cameroun avoisinait les 100 %. Les besoins adultes étant estimés à 2.205 calories par jour, les apports de la ration approchaient 2.200 calories. Une seule exception était indiquée par MASSEYEF dès 1958 : la Lékié où les U.P.P. ne couvraient, vin de palme compris, qu'environ 85 % de leurs besoins caloriques. Les observations faites en 1983 dans cette zone semblent indiquer que le phénomène s'amplifie : selon ses habitants, ils avaient historiquement diminué leur consommation globale de tubercules contre une consommation accrue de vin de palme. De la même manière, ils avaient abandonné progressivement les tubercules nobles (ignames, macabo) au profit du manioc. En 1983, ils consommaient, en zone rurale, du riz importé.

#### b) La malnutrition chez les enfants

Une enquête de 1978 (National Nutrition Survey, 1978, USAID) portant sur la nutrition des enfants a confirmé l'existence structurelle d'une malnutrition infantile en zone rurale : 23 % des enfants montraient des caractères cliniques de sous-alimentation chronique, particulièrement accentuée dans les déficiences protéocaloriques.

#### c) L'équilibre nutritionnel

GABAIX insistait sur l'existence d'un déséquilibre nutritionnel important. En effet, si l'apport en calories glucidiques et lipidiques paraissait normal, les calories protéidiques n'atteignaient qu'un taux de couverture de 86 %. Cette carence était aggravée par le fait que les protéines animales ne représentaient que 24 % de l'apport protéidique global, alors que la proportion souhaitable est de 50 %. Les apports en fer, vitamine A, vitamine C, vitamine PP et vitamine B1 étaient couverts. Par contre la vitamine B2 et le calcium étaient largement déficitaires. Le tableau 1 résume ces conclusions de l'enquête de 1966.

### 4. Le risque de malnutrition

Ce rapide bilan permet de comprendre la logique de certains comportements des paysans du Centre et du Sud Cameroun.

a — La luxuriance de l'environnement naturel leur permet de s'assurer une couverture alimentaire globalement meilleure qu'en zone soudano-sahélienne.

b — La carence protéique d'origine animale dans leur alimentation explique des pratiques culinaires utilisant toutes les sources possibles de protéines animales : mammifères sauvages mais aussi reptiles et insectes. Une phrase humoristique permet de résumer ces pratiques : tout ce qui bouge est de la viande.

Dans ce contexte, la chasse et la pêche deviennent des activités économiques majeures qui prennent du temps. Les bordures des fleuves et des mers du Cameroun sont plus peuplées de pêcheurs ayant quelques pieds de cacao que de cacaoculteurs pratiquant un peu la pêche (cas du Nyong, Sanaga, Ntem...).

c — Dans cette situation, il subsiste certains risques de pénurie relative dont on peut essayer d'estimer l'ampleur en s'appuyant sur le raisonnement suivant : dans la mémoire du paysan cette notion de risque est fonction des 3 ou 4 dernières récoltes qu'il a effectuées sur ses parcelles vivrières. Ont-elles été suffisantes pour nourrir la famille ou pas? Le pourcentage des réponses de satisfaits et d'insatisfaits peut être un indicateur **relatif** du risque alimentaire, relatif car **on regardera surtout les différences** entre les départements et non les valeurs absolues qui dénotent des tendances alarmistes.

Le tableau 2 montre que de manière générale, 37 % des paysannes estiment que leurs récoltes sur le premier cycle 82 ont été insuffisantes pour nourrir leur famille. Pour pallier cette carence, elles ont dû récolter précocement le manioc des parcelles de deuxième cycle. Cette pratique aura des réactions en chaîne sur les parcelles mises en culture en mars 83 et septembre 83. Les effets de la sécheresse intervenue fin 1982 et 1983 dans son ensemble aura des répercussions en milieu rural jusqu'à mi 85.

La carte 2 présente les différences par départements. Sans s'arrêter aux valeurs absolues données, on peut conclure :

- que c'est dans le département Lékié que le risque de non couverture alimentaire est le plus élevé,
- ensuite viennent le M'bam, le Méfou et le Nyong et Soo,
- Océan, Ntem et Nyong et Kellé ont une position confortable,
- le Dja et Lobo n'a quasiment aucun risque.

## II — LA GESTION DU RISQUE MALADIE

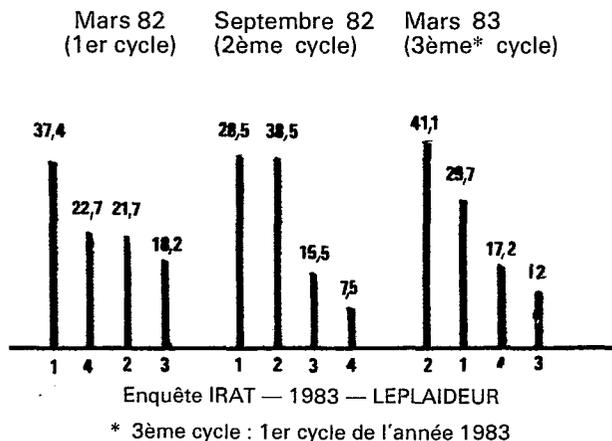
La rigueur des conditions écologiques sahéniennes met souvent les paysans dans une situation alimentaire précaire.

TABLEAU 1  
COMPARAISON DES BESOINS AVEC LA RATION  
— Ensemble de la zone cacaoyère — Taux de couverture des besoins en %  
(Source GABAIX, 1966)

Nutriments	Calories	Protides	Calcium	Fer	Vit. A	Vit. B1	Vit. B2	Vit. PP	Vit. C
Apports = 100 Besoins	100	86	58	145	331	106	42	164	308

**TABLEAU 2**  
**INDICATEUR SUR LE RISQUE DE NON COUVERTURE**  
**DES BESOINS ALIMENTAIRES**  
 % des réponses

- 1 production vivrière insuffisante
- 2 production vivrière suffisante
- 3 production vivrière plus que suffisante
- 4 production vivrière 2 fois suffisante



En zone forestière, c'est l'apparente luxuriance : prolifération d'espèces végétales mais aussi animales, des insectes, des bactéries qui causent d'importants dégâts aux plantes cultivées, et aussi à l'homme qui y vit.

Ce risque, le paysan doit l'assumer également en ayant recours aux guérisseurs traditionnels ou de plus en plus à la médecine moderne.

### 1. Le constat sur les principales maladies

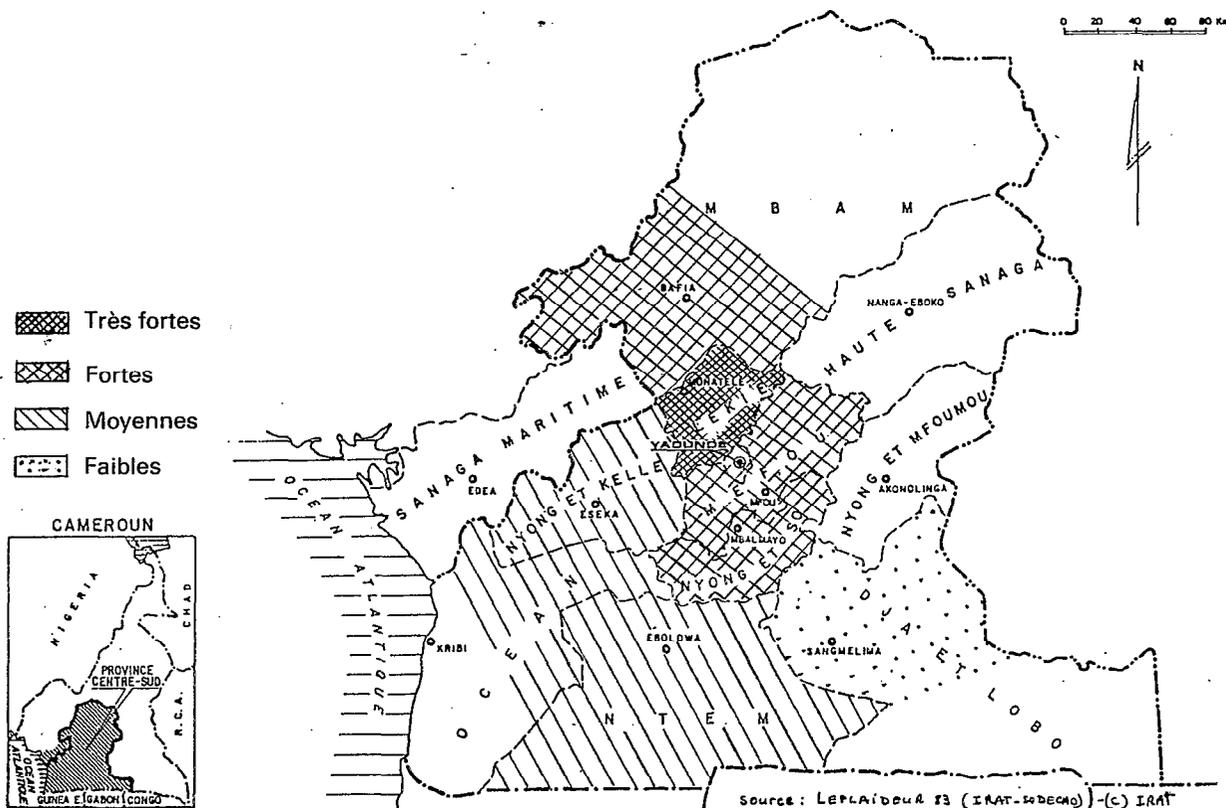
L'enquête 83 (1) auprès des 436 ruraux interviewés a fait ressortir quel a principale maladie grave sur la zone est le paludisme. Cette maladie est citée 83 fois sur 200 et 70 % des personnes interrogées la citent en première place. Il atteint aussi les enfants, qui, sachant moins bien l'autodiagnostiquer, en meurent plus fréquemment.

Parmi les maladies des adultes, les rhumatismes douloureux sont cités en seconde place (26 %) juste devant les filaires (20 %) et les troubles intestinaux (18 %).

Parmi les maladies spécifiquement infantiles, la rougeole cause les plus grands ravages : citées 64 fois sur 200, 45 % des interviewés la cite en première place et plus de 10 % la déclare mortelle.

La coqueluche est citée 18 fois sur 200, en tant que telle, mais il faut peut-être y ajouter les 10 fois sur 200 où l'interviewé a cité la «toux».

(1) Nous avons 1.700 citations de maladies (ramenées à 200 %), chaque interview citant 2 maladies adultes, 2 maladies enfants.



**CARTE 2**  
**RISQUE DE NON COUVERTURE TOTALE DES BESOINS ALIMENTAIRES**

Mes nombreuses tournées avec des médecins me font penser que les maladies vénériennes sont sous-représentées dans ces réponses. Pourtant leurs conséquences sociales et économiques sont importantes dans un milieu où la stérilité est très mal perçue et où il y a carence de force de travail.

## 2. Les soins

Les guérisseurs traditionnels (à ne pas confondre avec les sorciers) sont encore nombreux dans les villages.

Certaines de leurs pratiques sont étonnamment efficaces (ZIPCY et col., 1976) : ainsi arrivent-ils à guérir l'hépatite virale à partir de décoctions d'écorces. Peut-être est-ce pour cette raison que les réponses sur les principales maladies ne mentionnent la jaunisse que 17 fois sur 1.700 (2 fois sur 200).

Pour couvrir ce risque de mortalité par maladie, les paysans doivent ponctionner une partie importante de leur revenu monétaire. Les variables « destination des revenus » de l'enquête 83 indiquent en effet que 21 % des interviewés estiment que les frais « soins maladies » ont représenté un poste de dépense important entre juillet 82 et juin 83. Si on réunit les 3 principaux postes de dépense, les frais pour soins passent à la première place (267 réponses sur 1.066). Ces résultats suffisent à indiquer le rôle majeur des maladies dans la vie économique des paysans. Après la malnutrition, c'est le risque majeur.

L'enquête 83 incluait plusieurs questions ouvertes sur la manière dont les paysans verraient l'amélioration de la couverture sanitaire.

Le dépouillement du grand nombre des réponses fournies (plus de 350) laisse apparaître, à notre avis, du bon sens et des ambitions tout à fait réalistes.

Pas de propositions révolutionnaires, toutes s'accordent à demander simplement :

- l'approvisionnement régulier des dispensaires qui éviterait les multiples ruptures de stock en médicaments.

- un personnel compétent pour réaliser des diagnostics sérieux et indiquer les premiers soins.

D'une manière générale, la couverture médicale moderne sur la région semble très lâche, ce qui implique des frais de déplacement et de séjour en ville trop élevés pour le budget du paysan. N'oublions pas que le revenu monétaire moyen d'un paysan est environ 200 fois inférieur au nôtre et qu'une dépense de 5.000 F CFA (100 FF) qui couvre le transport, la consultation et l'achat de médicaments représenterait pour nous une dépense de 20.000 FF (non remboursés !).

## III — LEURS BUDGETS FAMILIAUX

Certes, dans cette société rurale, le pouvoir économique ne dépend pas uniquement de l'argent. Toutefois, une brève analyse des budgets dans les ménages ruraux permet de mieux appréhender :

- Leur degré d'intégration dans l'économie de marché : fréquence de l'utilisation de la monnaie.

- Par quelle voie se fait cette pénétration. Quelles sont les origines des revenus, quelles sont leur destinations ?

— Y a-t-il déjà une pratique de l'investissement dit productif ? Quels facteurs de la production sont actuellement monétarisés ?

## 1. Montant des revenus des U.P.P.

Concernant les budgets, l'enquête 83 ne pouvait recueillir des informations que sur des classes de revenus. Des éléments plus précis ont été obtenus grâce aux travaux de BINET (1956), de GABAIX (1966), de BARRAL-LEPLAIDEUR (1982).

Il montre que 75 % des UPP ont un revenu brut annuel inférieur à 250.000 CFA. La médiane se situerait aux alentours de 100.000 F CFA et la moyenne de 160.000 F CFA (La moyenne médiane recouvrant bien sûr des disparités notamment intrarégionales).

TABLEAU 3  
REVENU BRUT ANNUEL PAR U.P.P.

Revenus en F CFA / an par U.P.P.	% d'U.P.P.	
moins de 50.000	33 %	} 75 %
de 50.000 à 100.000	21 %	
de 100.000 à 250.000	21 %	
de 250.000 à 500.000	18 %	
plus de 500.000	7 %	

Source : LEPLAIDEUR-83-IRAT-SODECAO

Bien que l'argent soit présent, il faut insister sur les particularités de son rôle économique ici. L'introduction en économie monétaire est encore très partielle et l'économie d'autosubsistance continue à dominer les U.P.P. du Centre Sud (hormis la Lékié). Les échanges monétaires (gains-dépenses) n'ont lieu que pendant 4 à 5 mois par an (octobre à janvier). Entre février et septembre ils sont très réduits, laissant l'U.P.P. dans un isolement économique quasiment total. Cette situation varie selon la situation géographique de l'U.P.P. : Dans les zones reculées, on remarque un profil gain-dépense à un pic (entre septembre et janvier). Dans les zones modérément touchées par l'argent, le profil montre 2 pics gains, 3 pics dépenses. Enfin dans le cas de la Lékié apparaissent les premières formes d'une gestion de trésorerie, avec des périodes de dépenses décalées par rapport aux périodes de gains. A ce stade l'argent est quotidiennement utilisé dans les échanges.

Un autre indicateur, établi en 1983, permet de faire ressortir les régions plus fortement introduites en économie monétaire. Intéressons-nous au pourcentage de paysans qui ont un revenu brut annuel supérieur à 25.000 F CFA. Nous appellerons ce seuil « d ». Sur l'ensemble de la zone étudiée d = 25 %. On note alors les différences régionales présentées sur la carte 3.



**TABLEAU 4**  
L'ÉVOLUTION DU «PROFIL DES DÉPENSES»  
DEPUIS 25 ANS (1953 à 1978)

	Budgets des familles rurales		
	Binet (1954)	Gabaix (1965)	Leplaideur (1977)
Total des revenus	44.500	56.000	95.000
Dépenses (en % du revenu total)			
alimentaires	14	20	25 %
habitat	7,5	—	25 %
habillement	17	24	18 %
ménagères	10	14	14 %
impôts	9	8	10 %
dot-cadeaux	13	18	— %
outillage	—	—	9 %

#### 4. Les différences de «profils de dépense» selon les régions

Sous la situation standard que nous venons d'évoquer se cachent des différences microrégionales intéressantes à analyser car elles éclairent les objectifs finaux des paysans notamment dans deux domaines :

— La force ou la disparition des règles ancestrales de consommation de l'argent (redistribution par les fêtes).

— Quelles sont les régions où les paysans achètent le plus d'outillage productif.

Le tableau 5 aide à visualiser ces différences. Expliquons brièvement les bases qui ont servi à sa construction.

Chaque département regroupe environ 140 réponses concernant les 3 principales dépenses. La province du Sud en réunit 400, celle du Centre 660 et l'ensemble Centre et Sud 1.060. Chaque poste de dépense occupe un certain pourcentage de ces totaux : exemple : frais de soins sur la Méfou = 23 %. Les petits losanges placés à l'intersection des lignes et des colonnes du graphique sont proportionnels à ce pourcentage. Le petit losange «frais de soins de la Méfou» a des coordonnées de 2,3 mm.

On obtient ainsi le profil des dépenses selon les départements et provinces et on peut rapidement visualiser les différences (lecture en ligne).

Par ailleurs les dépenses étant exprimées en % du total (proportions) on peut aussi effectuer une lecture par poste de dépense (lecture en colonne) et rechercher les départements où un type de dépense, par exemple les fêtes, est le plus fort (Nyong et Soo) ou le plus faible (Lékié).

Le «champion» de la tendance habitat est la Lékié, les champions de la tendance fête sont le Dja et Lobo, et le Nyong et Soo.

**TABLEAU 5**

PROFILS DES DÉPENSES DES MÉNAGES PAR RÉGION

	Outils	Impôts	Fêtes	Habitat	Ecologie	Soins
Centre et Sud	•	•	◆	◆	◆	◆
Sud	•	•	◆	•	◆	◆
Centre	•	•	◆	◆	◆	◆
Méfou	•	•	◆	•	◆	◆
Nyong et Soo	•	◆	◆	◆	◆	◆
Nyong et Kéllé	•	•	•	•	◆	◆
Lékié	•	◆	•	◆	◆	◆
Mbam	•	•	◆	◆	◆	◆
Dja et Lobo	•	•	◆	•	◆	◆
Ntem	•	•	◆	•	◆	◆
Océan	•	•	◆	◆	◆	◆

Source LEPLAIDEUR

Il faut encore insister sur les particularités du Mbam, du Nyong et Kéllé et du Dja et Lobo.

Les paysans du Mbam semblent devoir affronter de gros problèmes de maladies qui leur imposent un budget soins-maladies très élevé, le plus élevé du Centre Sud. Quand on connaît les conditions sanitaires autour de la Sanaga on ne peut être étonné.

Le Nyong et Kéllé, et, dans une moindre mesure, le Dja et Lobo développent, quant à eux, une stratégie apparemment très particulière, du moins tel que cela ressort de leur profil de dépenses. On réserve la majeure partie des fonds à couvrir le risque maladie, mais surtout à payer une scolarité importante aux enfants qui, ainsi, pourront partir travailler en ville. De manière apparemment délibérée, le milieu rural investit plus dans l'avenir des villes que dans celui des campagnes.

A l'inverse la Lékié avec son habitat en pleine rénovation, devient progressivement un vaste bourg rural constitué d'un important réseau de villages-rues.

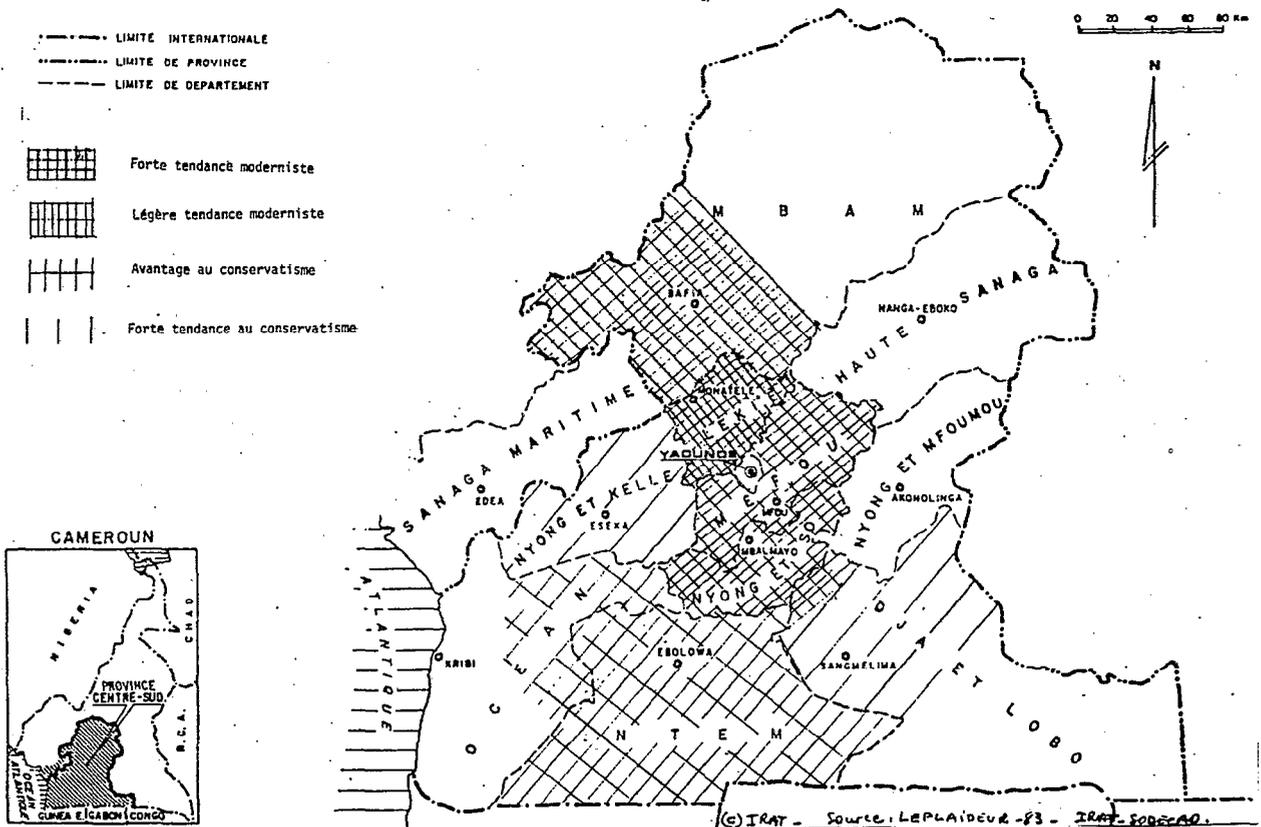
De manière générale les dépenses d'outillage sont très faibles illustrant par là que les paysans sont plus consommateurs qu'investisseurs avec le «bien argent».

La carte 4 indique les régions où l'aspect «individualiste» est encouragé et les endroits, au contraire, où les dépenses dans l'intérêt collectif dominant. L'indicateur a été établi sur le ratio

$$\frac{\% \text{ habitat}}{\% \text{ fête}} \text{ pour chaque département}$$

La Lékié apparaît comme quasiment acquise aux principes de l'individualisme monétaire. Un deuxième groupe est constitué par le Mbam, la Méfou et le Nyong et Soo, qui sont sans doute perméables à de telles idées mais de manière inégale selon les groupes sociaux et les localités.

Océan, Dja et Lobo et Ntem privilégient encore la fête comme moyen de redistribution collective de l'accumulation.



CARTE 4

L'EMPRISE SOCIALE ET LES OUVERTURES DE L'INDIVIDUALISME

**Note particulière sur la fête ou l'habitat**

Selon les règles traditionnelles, le prestige social que l'on pourrait exprimer avec des biens (il y avait d'autres voies) était basé sur le BILABA ou JOUTE DANS LES ÉCHANGES (LABURTHE-TOLRA, 1981). Un partenaire honorait un autre en l'obligeant avec un certain nombre de cadeaux. Pour montrer sa prodigalité, sa puissance et sa richesse, le débiteur devait à son tour faire des cadeaux dont le montant devait être reconnu supérieur à celui qu'il avait reçu. Si tel n'était pas le cas, il était en partie déshonoré. Dans ce jeu de surenchère continue, il était courant de faire des dettes auprès de ses frères.

Retenons donc que la fête et les cadeaux sont les formes traditionnelles de consommation du surplus qui, en contrepartie, assurent le prestige social.

A cela s'ajoutaient, bien sûr, quelques signes extérieurs de richesse, notamment de la part du chef de village : nombre de femmes et apparence de sa case.

L'introduction croissante de la monnaie, l'individualisation progressive qui s'en suit, font que ce dernier aspect du prestige « apparence de la case et confort », a pris progressivement le pas sur les fêtes dans les sociétés où le modernisme n'était pas combattu.

On se retrouve donc à présent face à deux types possibles de consommation de prestige :

— L'habitat dans les lieux où les institutions ancestrales sont en très forte récession.

— Les fêtes dans les lieux où, au contraire, la vie socio-économique est encore fermement tenue par les notables locaux.

On peut donc avoir une idée de l'emprise sociale ancestrale en regardant les différents profils de dépenses des paysans. Soient leurs dépenses sont de type « traditionnel » (ex : Dja et Lobo), soit de type résolument moderne (ex : Lékié).

**IV — LES OBJECTIFS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES PAYSANS ET LEUR MOBILISATION POUR UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT**

Trois indicateurs permettent à présent d'avoir une première lumière sur les différences d'objectifs que peuvent avoir les paysans du Centre Sud Cameroun :

- un indicateur sur les risques alimentaires,
- un indicateur sur les niveaux d'introduction en économie de marché,
- un indicateur sur les formes de consommation du surplus.

Il ne faudrait certes pas arrêter l'analyse à ce stade car :  
— dans son acte économique, un paysan ne tient pas

seulement compte de ses objectifs. Il doit les adapter aux contraintes économiques, sociologiques, écologiques qu'il ne peut dominer. Or nous ne les avons pas analysées ici.

— les résultats que nous présentons sont regroupés à un niveau globalisant, le département. La compréhension en détail des phénomènes demanderait de redescendre à une échelle plus fine, l'UPP.

Arrêter l'analyse à ce stade risquerait donc d'aboutir à une vue trop simpliste. D'un autre côté ne pas synthétiser cette première étape pourrait nous perdre dans une vue détaillée en patchwork qui nous ferait passer à côté de l'essentiel.

Pour résumer, disons que les conclusions présentées dans ce paragraphe sont nécessaires pour un décideur du développement mais non suffisantes.

### 1. Le risque de malnutrition force à innover

La carte 2 présente les différences entre les départements en face du risque de malnutrition. Les données de base sont directement issues des informations données par les paysans. En éliminant, comme nous l'avons fait dans l'analyse, les valeurs absolues des résultats pour ne nous intéresser qu'aux variations, on peut logiquement estimer avoir évité les abus emphatiques des réponses.

Ainsi, un département où les paysans ont répondu en grand nombre avoir un risque alimentaire important aura toutes les chances d'être un département qui essaiera d'améliorer sa situation en innovant. La carte 2 pourrait donc avoir une autre légende :

«DEGRÉ DE MOBILISATION DU PAYSANNAT POUR AMÉLIORER LEUR SYSTÈME DE CULTURE VIVRIER —AUTOCONSOMMATION».

### 2. Argent besoin économique, argent luxe

La carte 3 fait ressortir les régions où le revenu monétaire par UPP est supérieur à la moyenne. Comme le montre les schémas de trésorerie, ce phénomène s'accompagne d'une utilisation plus fréquente de la monnaie dans les échanges : d'une durée de 4 mois dans le Sud, la rentrée et les sorties d'argent s'étaient sur 12 mois dans la Lékié.

Dans ce dernier département, l'argent devient donc un bien indispensable au fonctionnement économique. Dans le Sud, son caractère «vital» est moins évident.

On conçoit donc que les paysans de la Lékié seront plus motivés par des innovations accroissant leur revenu que ceux du Sud pour lesquels cet objectif est certes intéressant mais non primordial.

La carte 3 peut donc, elle aussi, avoir une autre légende :

«DEGRÉ D'INTÉRÊT POUR L'ARGENT».

### 3. Individualisme ?

La carte 4 indique les formes sociales dominantes d'utilisation du surplus monétaire. Se fait-elle sur une base :

- à dominante objectif individuel,
- à dominante consommation ostentatoire ou production collective.

Dans le premier cas, le centre de décision économique est devenu l'individu, chef de l'UPP. Dans les second cas, il est plus large et plus complexe.

Or, la majorité des projets de développement privilégie (hélas) ce premier type. C'est donc un indicateur important dont il faut tenir compte.

### 4. Agrégation des trois indicateurs

En reprenant les légendes des 3 cartes, on peut construire la petite matrice suivante :

TABLEAU 6

Sensibilité à	Lékié	Mbam	Nyong et So	Méfou	Ntem	Océan	Nyong et Kéllé	Dja et Lobo
Accroître l'autoconsommation des vivres	4	3	3	3	2	2	2	1
L'argent	4	3	3	2	2	1	1	1
Au modernisme	4	3	3	3	2	2	1	1
TOTAL	12	9	9	8	6	5	4	3

Compte-tenu de nos développements antérieurs, ce total peut être considéré comme un indicateur de motivation en face d'un projet de développement qui aurait pour objectif :

- L'amélioration des conditions d'autonutrition,
- L'augmentation des productions vendables (vivres, cacao, café) fondée sur une augmentation parallèle des revenus du paysan.

Cet indicateur est représenté sur la carte 5.

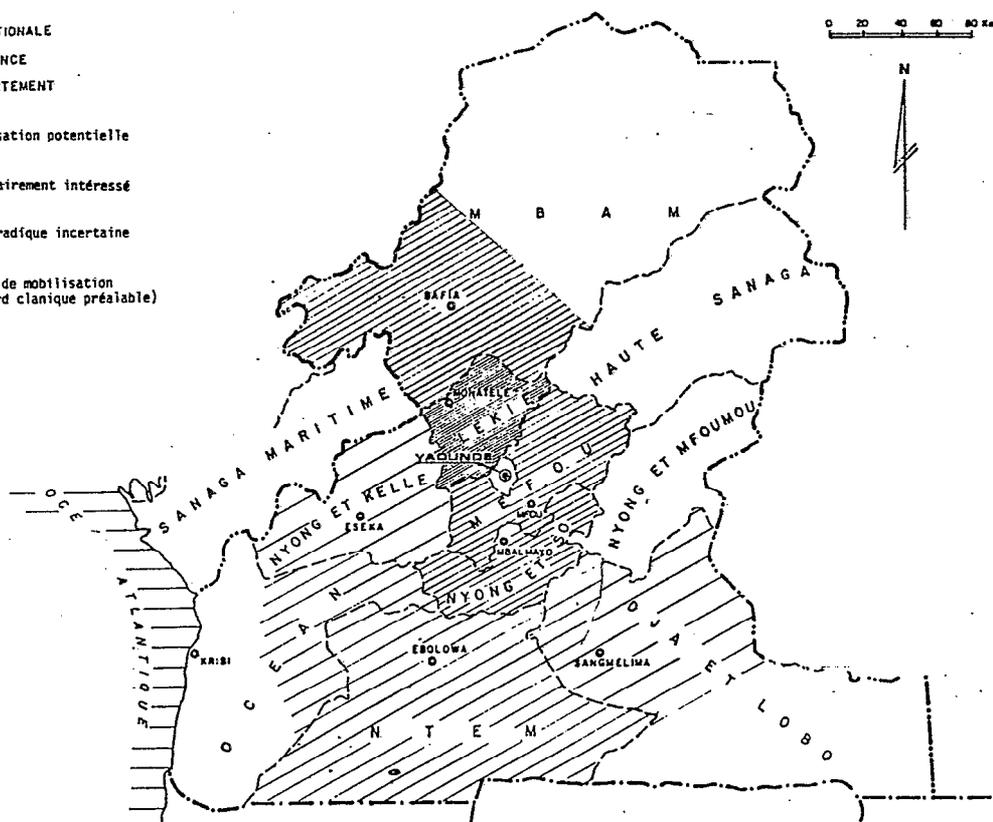
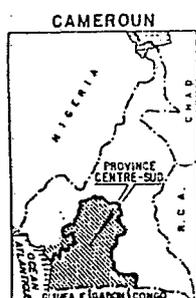
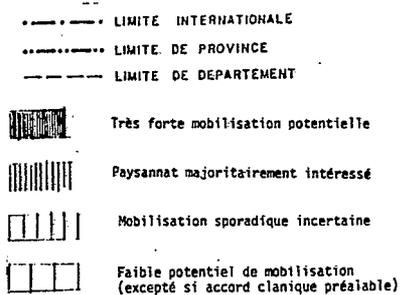
La Lékié y apparaît comme réunissant les paysans les plus motivés, ceux du Dja et Lobo (sud) et du Nyong et Kéllé seront sans doute moins mobilisés si le projet ne s'adapte pas quelque peu aux particularités de leurs objectifs socio-économiques.

### 5. Une remarque importante : plus fort revenu ne veut pas dire plus riche

La lecture des carte 2 et 3 pour la Lékié apprend qu'il ne faut pas toujours associer l'idée de revenu monétaire plus élevé à l'idée de richesse ou de vie plus aisée.

En effet, on observe que c'est dans ce département qu'il y a le plus de paysans ayant un meilleur revenu. Pourtant c'est aussi là, qu'il y a le plus de risque de malnutrition, décelé d'ailleurs dès 1956 par MASSEYEF.

L'indicateur «montant de revenu» ne peut donc être utilisé que comme «INDICATEUR D'INTRODUCTION EN



**CARTE 5**

**COMPORTEMENT DES PAYSANS EN FACE D'UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL**

**ÉCONOMIE DE MARCHÉ OU SENSIBILITÉ À L'ÉCONOMIE MARCHANDE», sans que l'on puisse parler de richesse.**

Ce fait est intéressant à noter, si on se remémore que des prêts spéciaux sont donnés à certains pays des PMA et que l'indicateur pour classer un pays est le revenu par habitant. Ne faudrait-il pas y ajouter un autre indicateur «risque de malnutrition».

**Quelles sont les causes de ce phénomène ?** : en l'état actuel des études, on ne peut conclure entre deux positions :

— celle observée par TISSANDIER (1969) non loin de la Lékié. Il concluait que l'ouverture d'un marché potentiel vivres pour les paysans s'accompagnait d'une dégradation des conditions de nutrition en zone rurale : on préférerait parfois vendre plutôt que conserver pour plus tard. Le besoin immédiat faisait perdre de vue le risque futur.

— BOSERUP, quant à elle, pose le problème en termes plus académiques : une société ne fait de mutation technique, économique ou sociale que poussée par la contrainte, dont la pression démographique.

**BIBLIOGRAPHIE**

BARRAL F., 1982. — Les paysans des zones forestières équatoriales. Étude des échanges monétaires. — Maîtrise de

géographie rurale. Université Paul Valéry, Montpellier, 108 p + annexes.

BINET J., 1956. — Budgets familiaux des planteurs de cacao au Cameroun. — in : «L'homme d'Outre-Mer». N°3, Paris-ORSTOM, 153 p.

GABAIX J., 1956. — Le niveau de vie des populations de la zone cacaoyère du Centre Cameroun. Enquête 1964-1965. — Paris-SEDES, 201 p.

LABURTHE-TOLRA P., 1981. — Les seigneurs de la forêt. — Paris : Publication de la Sorbonne. 490 p.

LEPLAIDEUR A., LONGEPIERRE G., WAGUELA A., 1981. — Modèle 3C — Cameroun — Centre Sud — Cacaoculture ou la simulation du comportement agro-économique des paysans quand ils choisissent leur système de culture. — Montpellier : IRAT, 236 p.

LEPLAIDEUR A., 1983. — Enquête socio-économique sur les provinces Centre et Sud Cameroun (zone forestière). Rapport de synthèse. Montpellier : IRAT-DSP, 50 + 2.000 p.

LEPLAIDEUR A., 1985. — Les systèmes agricoles en zone forestière : les paysans du Centre-Sud Cameroun. — Thèse de doctorat en Économie Rurale. Université Montpellier 1, 615 p. + annexes.

MASSEYEF R., CAMBON A., BERGERET B., 1958. — Le groupement d'Évodoula. Étude de l'alimentation. — Paris : ORSTOM. 61 p.

TISSANDIER J., 1969. — Zengoaga : étude d'un village camerounais et de son terroir au contact savane-forêt. — Paris : ORSTOM. — 88 p. + 5.

ZIPCY Z. and Alt., 1976. — Ethnopharmacologie camerounaise. — in : JATBA T. XXIII, N 1-2-3.